



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/TRANS/2006/9
9 décembre 2005

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DES TRANSPORTS INTÉRIEURS
(Soixante-huitième session, 7-9 février 2006
point 17 d) de l'ordre du jour)

FACILITATION DU PASSAGE DES FRONTIÈRES

**Projet de convention relative à un régime de transit douanier international
pour les marchandises transportées par chemin de fer**

Note du secrétariat

A. MANDAT

1. Le Comité se souviendra peut-être qu'à sa soixante-troisième session il avait demandé au Groupe de travail des problèmes douaniers intéressant les transports (WP.30) de continuer à examiner le projet de convention fondé sur la lettre de voiture SMGS, qu'il avait établi (ECE/TRANS/136, par. 88).
2. À sa cent sixième session, le Groupe de travail a pris note de ce que les Parties contractantes à la Convention SMGS lui avaient recommandé d'adopter le projet de convention sans délai. Il a adopté le projet de texte de la convention avec quelques modifications et l'a soumis, pour adoption définitive, à la soixante-septième session du Comité (TRANS/WP.30/212, par. 16).
3. À sa soixante-septième session, le Comité des transports intérieurs (CTI) a examiné les documents TRANS/2005/13 et Corr.1 établis par le secrétariat. Ces documents contenaient le texte définitif du projet de convention relative à un régime de transit douanier international pour les marchandises transportées par chemin de fer sous le couvert de lettres de voiture SMGS, tel qu'il avait été adopté par le Groupe de travail en février 2004. Le Comité a adopté le texte reproduit dans les documents TRANS/2005/13 et Corr.1 et a décidé que la Convention serait

ouverte à la signature à Genève du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006. Il s'est félicité des progrès accomplis dans la facilitation du passage des frontières et a invité les pays concernés à adhérer à la Convention dès que possible. Il a chargé le secrétariat de vérifier le texte définitif et de le préparer pour signature. À ce sujet, il a rappelé que la Convention entrerait en vigueur six mois après la date à laquelle cinq Parties contractantes à la Convention SMGS l'ont signée sans réserve ou ont déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion (ECE/TRANS/162, par. 113).

4. En vérifiant le texte définitif et en le préparant pour signature, le secrétariat s'est heurté aux objections de la Section des traités du Bureau des affaires juridiques de l'ONU, telles qu'elles sont détaillées au chapitre C du présent document, ce qui l'a obligé à modifier le texte de la Convention. Par conséquent, le projet de convention est de nouveau soumis au Comité, qui souhaitera peut-être envisager de nouveau d'en adopter le texte reproduit ci-après au chapitre D et de l'ouvrir à la signature.

B. INTRODUCTION ET HISTORIQUE

5. En novembre 1995, le Groupe de travail avait déjà achevé en principe la préparation d'une Convention relative à un régime de transit douanier international pour les marchandises transportées par chemin de fer, qui donnait à la lettre de voiture CIM valeur de document douanier (TRANS/WP.30/164, par. 59 à 61; TRANS/WP.30/R.141).

6. À la suite des débats menés au sein du Comité en 1997, il a été décidé d'élargir le champ d'application du projet de convention aux pays appliquant la Convention SMGS (ECE/TRANS/119, par. 136 à 139). Le Groupe de travail a décidé, à sa quatre-vingt-douzième session, d'établir dans un premier temps deux conventions des Nations Unies analogues mais indépendantes: la première sur l'utilisation de la lettre de voiture CIM comme document douanier dans les pays appliquant le régime ferroviaire de la COTIF et la seconde sur l'utilisation de la lettre de voiture SMGS comme document douanier dans les pays appliquant le régime SMGS. L'offre faite par l'OSJD d'établir un projet de convention révisé applicable aux pays du SMGS a été favorablement accueillie (TRANS/WP.30/184, par. 68 et 69). À sa quatre-vingt-seizième session, en octobre 2000, le Groupe de travail a examiné un projet de convention révisé établi par un groupe d'experts de l'OSJD (TRANS/WP.30/2000/17), qui vise les pays appliquant la Convention SMGS (TRANS/WP.30/192, par. 14 à 21).

7. Le Groupe de travail a noté que ce projet contenait les mêmes dispositions et les mêmes procédures d'utilisation d'une lettre de voiture ferroviaire que le projet de convention mis en forme finale par le Groupe de travail en 1995 pour l'utilisation de la lettre de voiture CIM, c'est-à-dire des facilités douanières analogues pour le transit ferroviaire. Celles-ci comprenaient de larges facilités douanières applicables au transit ferroviaire, comme l'exemption de l'obligation de fournir des garanties et de procéder au scellement des wagons, la suppression du contrôle physique par les autorités douanières des marchandises transportées et la dispense des formalités douanières lors des opérations de transit.

8. À sa soixante-troisième session, le Comité a décidé, sur la base des observations reçues concernant les deux projets de convention, de ne continuer à travailler qu'à l'établissement du projet de convention fondé sur la lettre de voiture SMGS (ECE/TRANS/136, par. 88). Sur la base de cette décision, le Groupe de travail a été invité à organiser une réunion informelle spéciale d'experts de pays et d'organisations internationales intéressés pour examiner une fois

encore les dispositions du projet de convention basé sur la lettre de voiture SMGS et pour établir un projet de texte révisé qui sera examiné par le Groupe de travail (TRANS/WP.30/198).

9. Le 11 février 2002, un groupe spécial informel d'experts sur la question du transit douanier dans les transports par chemin de fer sur la base de la lettre de voiture SMGS s'est réuni.

Il semblait que les amendements proposés par certaines Parties contractantes à la Convention SMGS entraîneraient une régression considérable en matière de facilitation par rapport aux dispositions du projet original établi par le Groupe de travail et aux dispositions en vigueur pour la Convention COTIF dans les régimes de transit commun et de transit communautaire.

10. À sa cent deuxième session, le Groupe de travail a adopté la résolution n° 50 recommandant aux Parties contractantes à la Convention SMGS d'utiliser la lettre de voiture SMGS comme déclaration de transit douanier en transport ferroviaire, tout en soulignant que ladite résolution était une mesure préliminaire de facilitation (TRANS/WP.30/204, par. 23).

11. À sa soixante-cinquième session, le Comité des transports intérieurs a prié le Groupe de travail de poursuivre ses travaux en vue de la mise en forme finale d'une convention visant à faciliter le transit douanier dans les transports internationaux par chemin de fer au niveau paneuropéen dans cette zone dès que possible (TRANS/WP.30/152, par. 104).

12. À sa cent quatrième session, le Groupe de travail a demandé au secrétariat d'organiser, en même temps que la cent cinquième session du Groupe de travail prévue en septembre 2003, la réunion d'un groupe spécial d'experts chargé de mettre au point le texte définitif du projet de convention relative à un régime de transit douanier international pour les marchandises transportées par chemin de fer couvrant le champ de la Convention SMGS. Une réunion d'un groupe spécial d'experts du transit douanier ferroviaire couvrant le champ de la Convention SMGS s'est tenue le 23 septembre 2003. Le groupe est parvenu à des conclusions concernant la plupart des dispositions du projet de convention. Le secrétariat avait été prié de régler quelques questions encore en suspens, notamment le paragraphe 2 de l'article 5 et le paragraphe 3 de l'article 8, avec l'aide de l'OSJD et de l'UIC. Les pays intéressés ont été priés de communiquer au secrétariat leurs propositions sur les paragraphes en question. Par la suite, le Groupe spécial d'experts avait recommandé de soumettre un texte révisé du projet de convention pour examen par le Groupe de travail à sa cent sixième session, en février 2004.

13. À sa cent sixième session, le Groupe de travail a adopté le texte et l'a soumis au Comité pour adoption finale à sa soixante-septième session.

14. À sa soixante-septième session, le CTI a examiné les documents TRANS/2005/13 et Corr.1 établis par le secrétariat. Ces documents contenaient le texte définitif du projet de convention relative à un régime de transit douanier international pour les marchandises transportées par chemin de fer sous le couvert de lettres de voiture SMGS, tel qu'il avait été adopté par le Groupe de travail en février 2004. Le Comité a adopté le texte reproduit dans les documents TRANS/2005/13 et Corr.1 et a décidé que la Convention serait ouverte à la signature à Genève du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006 (ECE/TRANS/162, par. 113).

C. FAITS NOUVEAUX INTERVENUS DEPUIS L'ADOPTION DU PROJET DE CONVENTION PAR LE CTI

15. Ayant adopté le projet de texte, le CTI a demandé au secrétariat de procéder à la vérification du texte juridique de la Convention auprès du Bureau des affaires juridiques et de prendre les dispositions voulues pour l'ouverture à la signature de la Convention à partir du 1^{er} août 2005.

16. Le Bureau des affaires juridiques avait par la suite informé le secrétariat que l'ONU ne pouvait pas devenir le dépositaire de la Convention, étant donné que, selon la pratique en vigueur, le dépositaire ne peut l'être que pour des traités régionaux élaborés dans le cadre des commissions régionales de l'ONU et ouverts à la participation de l'ensemble des membres de celle-ci, ce qui exclut les accords de portée sous-régionale. En outre, le Bureau des affaires juridiques ne peut devenir le dépositaire d'une convention qui est fondée sur un autre instrument juridique international dont l'ONU n'est pas le dépositaire. La CEE non plus ne peut devenir dépositaire de la Convention, conformément à la pratique en cours à l'ONU.

17. Le secrétariat avait, en collaboration avec l'OSJD, répondu au Bureau des affaires juridiques en faisant valoir que la Convention n'était pas de nature sous-régionale puisque les pays n'appartenant pas à la zone couverte par la Convention SMGS pouvaient aussi y devenir Parties contractantes conformément à l'article 21 de la Convention et que celle-ci comptait parmi ses membres des pays extérieurs à la région de la CEE. Le secrétariat a en outre fait valoir que l'adoption de la Convention sur le transit ferroviaire dans la zone couverte par la Convention SMGS permettait d'uniformiser la lettre de voiture SMGS et d'en faire un document douanier officiel utilisable aussi bien pour le transport ferroviaire que pour les formalités douanières dans la région. L'entrée en vigueur de la Convention serait encore plus utile avec l'apparition de la lettre de voiture mixte CIM/SMGS, qui devrait donner naissance à un réseau de transport ininterrompu entre les pays de la zone couverte par la Convention CIM et ceux de la zone couverte par la Convention SMGS, ouvrant ainsi la voie à un système paneuropéen de transit ferroviaire intégré (TRANS/WP.30/220, par. 20 à 24; TRANS/WP.30/222, par. 23 à 25).

18. Au vu des arguments présentés par le secrétariat et l'OSJD, le Bureau des affaires juridiques s'est de nouveau penché sur la question et a informé le secrétariat que le Secrétaire général pouvait accepter les fonctions de dépositaire du projet de convention, à condition que soient modifiées les dispositions des articles 21 et 29 de ce dernier.

19. Le Bureau des affaires juridiques estime en effet que le texte du paragraphe 1 de l'article 21 est inacceptable, car il n'est pas courant que le Secrétaire général accepte les fonctions de dépositaire d'accords internationaux auxquels l'adhésion est en partie limitée aux Parties contractantes à un accord antérieur dont le Secrétaire général n'est pas le dépositaire. En outre, le fait d'adresser des invitations à un État [...], comme stipulé au paragraphe 2 de l'article 21, est actuellement considéré comme une fonction administrative qui n'est pas exercée par le dépositaire. Pour remédier à ces obstacles, le Bureau des affaires juridiques a proposé de réviser le paragraphe 2 de l'article 21 de façon à conférer au Comité de gestion le pouvoir d'adresser des invitations aux États autres que les Parties contractantes à la Convention SMGS. Enfin, le texte du paragraphe 3 de l'article 29 est jugé inacceptable par le Bureau des affaires juridiques, étant donné que cette disposition pourrait porter atteinte à l'intégrité et à l'impartialité du dépositaire.

20. Compte tenu de ces objections, le secrétariat a rédigé le texte modifié des articles 21 et 29, afin que le Comité l'examine et, éventuellement, l'adopte. Les modifications proposées sont indiquées dans le texte.

21. Compte tenu de ce qui précède, le Comité souhaitera peut-être examiner la disposition du paragraphe 3 de l'article 21 et décider de changer la période durant laquelle la Convention sera ouverte à la signature, en retenant les dates suivantes: du 1^{er} août 2006 au 31 juillet 2007.

* * *

**D. PROJET DE CONVENTION RELATIVE À UN RÉGIME DE TRANSIT
DOUANIER INTERNATIONAL POUR LES MARCHANDISES TRANSPORTÉES
PAR CHEMIN DE FER SOUS LE COUVERT DE LETTRES DE VOITURE SMGS**

PRÉAMBULE

Les Parties contractantes,

Conscientes de l'importance du transport international de marchandises par chemin de fer,

Désireuses de promouvoir la coopération internationale en vue du développement harmonieux de ce mode de transport,

Se déclarant favorables à une simplification des formalités administratives dans le domaine des transports internationaux par chemin de fer en vue, notamment, de réduire les contrôles aux frontières,

Tenant compte de la possibilité d'utiliser à cet effet des documents ferroviaires tenant lieu de documents douaniers,

Sont convenues de ce qui suit:

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier

Définitions

Aux fins de la présente Convention:

a) L'expression «transit douanier international» désigne un régime douanier en vertu duquel les marchandises sont transportées via les frontières d'un ou plusieurs États sous contrôle douanier du bureau de douane du point de départ jusqu'au bureau de douane du point de destination;

b) L'expression «Convention SMGS» désigne la Convention relative aux transports internationaux de marchandises par chemin de fer du 1^{er} novembre 1951;

c) L'expression «lettre de voiture» désigne une lettre de voiture conforme à la Convention SMGS; un échange de données informatisé peut tenir lieu de lettre de voiture;

d) L'expression «société de chemin de fer» désigne une entreprise effectuant des opérations de transport en trafic ferroviaire direct ou en trafic rail-ferry;

e) L'expression «Partie contractante» désigne un État partie à la présente Convention;

f) L'expression «pays tiers» désigne tout État qui n'est pas partie à la présente Convention;

g) L'expression «autorités compétentes» désigne l'autorité douanière ou toute autre autorité chargée par une Partie contractante de surveiller l'application de la présente Convention;

h) L'expression «bureau de douane du point de départ» désigne tout bureau de douane du pays où commence, pour tout ou partie du chargement, une opération de transit douanier international;

j) L'expression «bureau de douane du point de destination» désigne un bureau de douane du pays où prend fin, pour tout ou partie du chargement, une opération de transit douanier international;

k) L'expression «bureau de douane de transit» désigne un bureau de douane d'une Partie contractante par lequel un envoi quitte le territoire d'une Partie contractante ou y entre au cours d'une opération de transit douanier international. Un bureau de douane de transit peut aussi être un bureau de douane de destination ou un bureau de douane de départ;

l) Le terme «droits» désigne les droits de douane et toutes les autres taxes, redevances et impositions qui sont perçues au moment ou à l'occasion de l'importation ou de l'exportation de marchandises, à l'exception des redevances versées en contrepartie de certaines catégories de services;

m) L'expression «principal obligé» désigne la personne physique ou la personne morale qui, le cas échéant par l'intermédiaire d'un représentant habilité, entreprend d'effectuer une opération de transit douanier international;

n) Le terme «ratification» désigne la ratification proprement dite, l'acceptation ou l'approbation.

Article 2

Objectif

La présente Convention vise à instituer un régime de transit douanier international pour les transports de marchandises effectués par des sociétés de chemin de fer sous le couvert de lettres de voiture.

Article 3

Champ d'application

La présente Convention s'applique au transport de marchandises sous le couvert d'une lettre de voiture acceptée par chaque Partie contractante et utilisée conformément aux dispositions de la présente Convention en tant que document de transit douanier.

Article 4

Modification de la lettre de voiture

Aux fins de la présente Convention, la forme ou le contenu de la lettre de voiture ne peuvent être modifiés sans l'accord préalable du Comité de gestion défini à l'article 25 de la présente Convention.

Article 5

Valeur juridique

Les lettres de voiture utilisées conformément aux dispositions de la présente Convention et les mesures d'identification prises par les autorités compétentes d'une Partie contractante, ont, pour les autres Parties contractantes, des effets juridiques identiques à ceux attachés aux lettres de voiture utilisées conformément aux règles en vigueur dans ces autres Parties contractantes et aux mesures d'identification prises par les autorités compétentes desdites autres Parties contractantes.

Article 6

Assistance mutuelle

1. Les autorités compétentes des Parties contractantes se communiquent mutuellement, conformément à leurs législations respectives, tous les renseignements dont elles disposent et qui pourraient contribuer à la bonne application de la présente Convention.
2. Si besoin est, les autorités compétentes des Parties contractantes se communiquent mutuellement les constatations, documents, rapports, procès-verbaux et renseignements relatifs aux opérations de transit effectuées sous le couvert de lettres de voiture, ainsi qu'aux irrégularités et infractions commises au cours ou à l'occasion de telles opérations.

Article 7

Contrôle des écritures

1. Les documents de transport (les lettres de voiture) contiennent au moins les informations concernant les marchandises nécessaires aux fins du contrôle par les autorités compétentes. Les sociétés de chemin de fer (les chemins de fer) de chaque Partie contractante donnent aux autorités compétentes des Parties contractantes sur le territoire desquelles elles (ils) ont leur siège, aux fins du contrôle, copie des documents de transport qui se trouvent à leur disposition ainsi que le nombre requis d'exemplaires supplémentaires du bordereau de route dont les autorités compétentes ont besoin pour vérifier la bonne exécution des opérations de transit douanier international.
2. Les sociétés de chemin de fer (les chemins de fer) doivent conserver les documents de transport qui se trouvent à leur disposition au moins cinq ans et, en tout cas, dans les formes prévues par la législation nationale.

Article 8

Responsabilités

1. La société de chemin de fer (le chemin de fer) qui, au point de départ, accepte au transport une marchandise conformément au régime douanier international devient principal obligé et en cette qualité répond, vis-à-vis des autorités compétentes de la Partie contractante dont le territoire est emprunté au cours du transport, de la bonne exécution de cette opération.
2. En ce qui concerne les marchandises acceptées au transport qui proviennent d'une société de chemin de fer (d'un chemin de fer) d'un pays tiers, la première société de chemin de fer (le premier chemin de fer) qui accepte ultérieurement les marchandises au transport dans le cadre du régime de transit douanier international, lorsque les marchandises pénètrent sur le territoire d'une Partie contractante, devient principal obligé et répond, vis-à-vis des autorités compétentes de la Partie contractante dont le territoire est emprunté au cours du transport, de la bonne exécution de cette opération.
3. Les sociétés de chemin de fer (les chemins de fer) des Parties contractantes répondent vis-à-vis des autorités compétentes de celles-ci, solidairement avec les sociétés de chemin de fer (les chemins de fer) visées aux paragraphes 1 et 2, de la bonne exécution des opérations de transit douanier international empruntant le territoire desdites Parties contractantes.
4. Les sociétés de chemin de fer (les chemins de fer) doivent répondre, vis-à-vis des autorités compétentes de leur pays, conformément à la législation nationale, du paiement des droits de douane pouvant devenir exigibles dans le cas d'infraction ou d'irrégularité commise au cours ou à l'occasion de l'opération de transport.

Article 9

Exonération des droits et taxes

La société de chemin de fer (le chemin de fer) qui répond de la bonne exécution d'une opération de transit douanier international conformément aux dispositions de la présente Convention est dispensée du paiement des droits de douane afférents aux marchandises qui ont été perdues ou détruites par suite d'un cas de force majeure ou d'un accident, dûment établi ou en raison de leur usure naturelle ou de pertes survenant dans des conditions normales de transport et de stockage.

Article 10

Dispense de garantie

Aux fins de l'application de la présente Convention, les sociétés de chemin de fer (les chemins de fer) des Parties contractantes sont exemptées de l'obligation de fournir aux autorités compétentes une garantie financière pour les droits de douane, à moins que la législation nationale de la Partie contractante n'en dispose autrement.

Article 11

Apposition d'une marque

Les sociétés de chemin de fer font en sorte que, lors du transport de marchandises effectué sous le régime du transit douanier international conformément aux dispositions de la présente Convention, une marque spéciale (tampon) dont le modèle figure à l'annexe 1 soit apposée sur la lettre de voiture.

Article 12

Modification du contrat de transport

1. Les sociétés de chemin de fer (les chemins de fer) ne sont pas autorisées à apporter de modification au contrat de transport sans l'accord préalable du bureau de douane du lieu où le contrat de transport est modifié.
2. Le bureau de douane du lieu où le contrat de transport est modifié est le bureau de douane dans le ressort duquel se trouve la gare où le mouvement de marchandises a été interrompu aux fins d'une modification du contrat de transport.

Article 13

Formalités au bureau de douane du point de départ

Lorsqu'un transport débute, les marchandises, les véhicules et la lettre de voiture doivent être présentés au bureau de douane du point de départ, accompagnés des documents nécessaires aux fins des formalités et du contrôle conformément à la législation nationale.

Article 14

Moyens d'identification

En règle générale et compte tenu des moyens d'identification mis en œuvre par la société de chemin de fer (le chemin de fer), le bureau de douane du point de départ peut décider de ne pas procéder au plombage (scellement) des wagons et des colis.

Article 15

Formalités au bureau de douane de transit

Au titre de la présente Convention, la lettre de voiture tient lieu de document de transit douanier aux fins du traitement des marchandises aux bureaux de douane de transit.

Article 16

Formalités au bureau de douane de destination

1. Au terme de la procédure de transit douanier international, les marchandises et les véhicules doivent être présentés par la société de chemin de fer (le chemin de fer) au bureau de

douane du point de destination, accompagnés de la lettre de voiture et des documents de transport.

2. Après avoir dûment accompli les formalités de la procédure de transit douanier international, le bureau de douane du point de destination restitue sans tarder la lettre de voiture à la société de chemin de fer (au chemin de fer).

Article 17

Infractions et irrégularités

1. Lorsqu'une infraction ou une irrégularité est commise au cours ou à l'occasion d'une opération de transit douanier international effectuée en vertu des dispositions de la présente Convention, tous les droits de douane exigibles doivent être acquittés conformément aux lois et règlements de la Partie contractante sur le territoire de laquelle cette infraction ou irrégularité a été commise.

2. Lorsqu'il n'est pas possible de déterminer le territoire du pays sur lequel une infraction ou une irrégularité a été commise, celle-ci est réputée avoir été commise sur le territoire de la Partie contractante où elle a été constatée.

Article 18

Facilités supplémentaires

La présente Convention ne fait pas obstacle à l'application des facilités supplémentaires que les Parties contractantes accordent ou voudraient accorder, soit par des dispositions unilatérales, soit en vertu d'accords bilatéraux ou multilatéraux, sous réserve que les facilités ainsi accordées n'entravent pas la bonne application des dispositions de la présente Convention.

Article 19

Échange de données informatisé

Les Parties contractantes peuvent, sur la base d'accords bilatéraux et multilatéraux visant à accélérer les contrôles douaniers aux bureaux de douane de transit, organiser l'échange électronique des données figurant sur la lettre de voiture et le document de transport.

CHAPITRE II

NOTES EXPLICATIVES

Article 20

Les notes explicatives figurant à l'annexe 2 de la présente Convention reprennent certaines pratiques recommandées et donnent l'interprétation de certaines dispositions de la présente Convention. Les notes explicatives font partie intégrante de la Convention. Elles ne modifient pas les dispositions de la présente Convention; elles en précisent simplement le contenu, la signification et la portée.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS FINALES

Article 21

Signature, ratification et adhésion

1. Les États Membres de l'Organisation des Nations Unies, Parties contractantes à la Convention SMGS, peuvent devenir Parties contractantes à la présente Convention:
 - a) En la signant, sans réserve de ratification;
 - b) En déposant un instrument de ratification, après l'avoir signée sous réserve de ratification;
 - c) En déposant un instrument d'adhésion.
2. Tout État autre que ceux visés au paragraphe 1 du présent article, auquel une invitation est adressée à cet effet par le Comité de gestion, peut devenir Partie contractante à la présente Convention en y adhérant après son entrée en vigueur.
3. La présente Convention est ouverte à la signature du ... jusqu'au ... inclus, à l'Office des Nations Unies à Genève. Après cette date, elle sera ouverte à l'adhésion.

Article 22

Entrée en vigueur

1. La présente Convention entrera en vigueur six mois après la date à laquelle cinq Parties contractantes à la Convention SMGS auront signé la présente Convention sans réserve de ratification ou auront déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion.
2. La présente Convention entrera en vigueur, pour les autres États mentionnés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 21, six mois après la date de leur signature sans réserve de ratification ou du dépôt de leur instrument de ratification ou d'adhésion.
3. Tout instrument de ratification ou d'adhésion déposé après l'entrée en vigueur d'un amendement à la présente Convention conformément à l'article 27 est considéré comme s'appliquant au texte modifié de la présente Convention.
4. Tout instrument de cette nature déposé après l'acceptation d'un amendement, mais avant son entrée en vigueur, est considéré comme s'appliquant au texte modifié de la présente Convention à la date de l'entrée en vigueur de l'amendement.

Article 23

Dénonciation

Toute Partie contractante peut dénoncer la présente Convention par notification adressée au dépositaire. La dénonciation prend effet 15 mois après la date à laquelle le dépositaire en a reçu notification.

Article 24

Extinction

Si, après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le nombre de Parties contractantes se trouve ramené à moins de trois pendant une période de 12 mois consécutifs, la présente Convention cesse de produire ses effets à partir de la fin de ladite période.

Article 25

Comité de gestion

1. Il est créé un comité de gestion (ci-après dénommé «le Comité») chargé d'examiner la mise en application de la présente Convention, d'étudier tout amendement proposé à celle-ci et d'étudier des mesures destinées à assurer une interprétation et une application uniformes de ladite Convention.
2. Les membres du Comité sont les Parties contractantes. Le Comité peut décider que l'administration compétente de toute Partie contractante à la Convention SMGS qui n'est pas Partie contractante à la présente Convention, ou les représentants des organisations internationales peuvent, pour les questions qui les intéressent, assister aux sessions du Comité en qualité d'observateurs.
3. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe (ci-après dénommé «le Secrétaire exécutif») fournit au Comité les services de secrétariat nécessaires.
4. Le Comité procède, à l'occasion de chacune des sessions, à l'élection de son Président et de son Vice-Président.
5. Les autorités compétentes des Parties contractantes communiquent au Secrétaire exécutif des propositions motivées d'amendement à la présente Convention, ainsi que les demandes d'inscription de questions à l'ordre du jour des sessions du Comité. Le Secrétaire exécutif porte ces communications à la connaissance des administrations compétentes des Parties contractantes et du dépositaire.
6. Le Secrétaire exécutif convoque le Comité:
 - a) Deux ans après l'entrée en vigueur de la Convention;
 - b) Par la suite, à une date fixée par le Comité, mais au moins tous les cinq ans;

c) À la demande des administrations compétentes d'au moins deux Parties contractantes;

d) Lorsqu'une proposition de modification de la lettre de voiture doit être soumise au Comité conformément à l'article 4 de la présente Convention.

Il distribue le projet d'ordre du jour aux administrations compétentes des Parties contractantes et aux observateurs visés au paragraphe 2 du présent article, six semaines au moins avant la session du Comité.

7. Sur décision du Comité, prise en vertu des dispositions du paragraphe 2 du présent article, le Secrétaire exécutif invite les administrations compétentes des États et des organisations visées dans ledit paragraphe 2 à se faire représenter par des observateurs aux sessions du Comité.

8. Un quorum constitué d'un tiers au moins des Parties contractantes est exigé pour la prise des décisions.

9. Les propositions sont mises aux voix. Chaque Partie contractante représentée à la réunion dispose d'une voix. Les propositions autres que les propositions d'amendement sont adoptées par le Comité à la majorité des suffrages exprimés par les membres présents et votants. Les propositions d'amendement sont adoptées à la majorité des deux tiers des membres présents et votants.

10. Le Comité adopte un rapport avant la clôture de sa session.

11. En l'absence de dispositions pertinentes dans le présent article, c'est le Règlement intérieur de la Commission économique pour l'Europe qui s'applique, sauf si le Comité en décide autrement.

Article 26

Règlement des différends

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Parties contractantes en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la présente Convention est réglé par voie de négociation directe entre elles.

2. Tout différend qui n'est pas réglé par voie de négociation directe est porté par les Parties contractantes au différend devant le Comité, qui l'examine et fait des recommandations en vue de son règlement.

3. Les Parties contractantes qui sont parties au différend peuvent convenir d'avance de considérer les recommandations du Comité comme ayant force obligatoire.

Article 27

Procédure d'amendement

1. Le Comité peut recommander des amendements à la présente Convention, conformément à l'article 25 de la présente Convention.
2. Le texte de tout amendement ainsi recommandé est communiqué par le dépositaire à toutes les Parties contractantes à la présente Convention ainsi qu'aux autres signataires.
3. Sous réserve des dispositions de l'article 28, toute recommandation d'amendement communiquée conformément au paragraphe 2 du présent article entre en vigueur à l'égard de toutes les Parties contractantes dans un délai de trois mois à compter de l'expiration d'une période de 18 mois suivant la date de la communication de la recommandation d'amendement, si aucune objection à ladite recommandation d'amendement n'a été notifiée au dépositaire par une Partie contractante pendant cette période.
4. Si une objection à la recommandation d'amendement a été notifiée au dépositaire par une Partie contractante avant l'expiration du délai de 18 mois visé au paragraphe 3 du présent article, l'amendement est réputé ne pas avoir été accepté et demeure sans effet.

Article 28

Procédure spéciale pour l'amendement de l'annexe 2

1. Tout amendement proposé à l'annexe 2, examiné conformément aux dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 27, entre en vigueur à une date qui est fixée par le Comité de gestion au moment de son adoption, à moins qu'à une date antérieure, que fixe le Comité de gestion au même moment, un cinquième des Parties contractantes ou cinq Parties contractantes, l'hypothèse retenue étant celle dans laquelle elles sont le moins nombreuses, aient notifié au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'ils élèvent des objections contre l'amendement. Les dates visées au présent paragraphe sont fixées par le Comité de gestion à la majorité des deux tiers de ses membres présents et votants.
2. À son entrée en vigueur, un amendement adopté conformément à la procédure prévue au paragraphe 1 ci-dessus remplace, pour toutes les Parties contractantes, toute disposition précédente à laquelle il se rapporte.

Article 29

Dépositaire

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est le dépositaire de la présente Convention.
2. Les fonctions du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en tant que dépositaire sont celles qui sont énoncées dans la partie VII de la Convention de Vienne sur le droit des traités, conclue à Vienne le 23 mai 1969.

Article 30

Enregistrement et textes authentiques

Conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

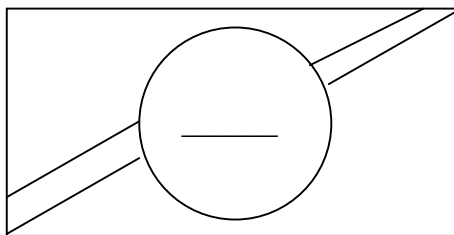
FAIT à Genève, le ... en un seul exemplaire, en langues anglaise, chinoise, française et russe, tous ces textes faisant également foi.

* * *

Annexe 1

Modèle de marque (tampon)

(conformément à l'article 11)



(Vert sur fond blanc)

Annexe 2

Notes explicatives

(conformément à l'article 20)

0. TEXTE PRINCIPAL DE LA CONVENTION

0.3 Article 3

Lorsque des marchandises, circulant dans le cadre d'une procédure internationale d'importation temporaire ou d'admission temporaire, ou sous le régime du transport international des marchandises sous le couvert de carnets TIR (Convention TIR), ou sous toute autre procédure de transit international, sont transportées, sur tout ou partie du parcours, au bénéfice du régime de transit douanier international pour les marchandises transportées par chemin de fer prévu par la présente Convention, la procédure internationale d'importation temporaire ou d'admission temporaire, ou l'opération TIR, ou toute autre procédure de transit international utilisée, doit être suspendue durant le parcours à l'égard duquel le régime de transit prévu par la présente Convention est utilisé, sauf demande contraire de l'expéditeur selon la lettre de voiture.

0.13 Article 13

1. Le bureau de douane du point de départ appose son cachet dans la case réservée à la douane des feuillets n^{os} 1 et 2 de la lettre de voiture SMGS et d'un bordereau de route supplémentaire SMGS.
2. Ce «cachet» (visa) doit comporter le nom et le cachet du bureau de douane du point de départ, la signature du fonctionnaire compétent et la date d'apposition du cachet.
